



## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

---

**Services d'agence de voyages et services annexes  
pour la Chambre de Commerce et d'Industrie  
d'Occitanie**

---

Date et heure limites de réception des offres :

**Mardi 24 juin 2025 à 12:30**

**Chambre de Commerce et d'Industrie Région Occitanie  
CCI Occitanie  
5 Rue DIEUDONNE COSTES  
31701 BLAGNAC**

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation .....	3
1.1 - Objet .....	3
1.2 - Mode de passation .....	3
1.3 - Type et forme de contrat .....	3
1.4 - Décomposition de la consultation .....	3
1.5 - Nomenclature .....	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires .....	4
2 - Conditions de la consultation .....	4
2.1 - Délai de validité des offres .....	4
2.2 - Forme juridique du groupement .....	4
2.3 - Variantes .....	4
2.4 - Développement durable .....	4
3 - Conditions relatives au contrat .....	4
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....	4
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement .....	5
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	5
4 - Contenu du dossier de consultation .....	5
5 - Présentation des candidatures et des offres .....	5
5.1 - Documents à produire .....	5
5.1.1 - Prévention des conflits d'intérêts .....	7
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	7
6.1 - Transmission électronique .....	7
6.2 - Transmission sous support papier .....	8
7 - Examen des candidatures et des offres .....	8
7.1 - Sélection des candidatures .....	8
7.2 - Attribution des accords-cadres .....	8
7.2.1 - Méthode de notation .....	8
7.3 - Suite à donner à la consultation .....	10
7.3.1 - E-attestations .....	10
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact .....	10
8.2 - Procédures de recours .....	11

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation concerne des services d'agence de voyages et services annexes pour le personnel de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Occitanie.

Les services d'agence de voyages et services associés concernent principalement :

- la réservation de billets de transport aérien et ferroviaire ;
- la réservation de prestations d'hébergement (pouvant inclure la restauration) ;
- la gestion de services annexes (gestion visas, passeports...).

Ces services se déclinent sous deux formes : un accompagnement en ligne (online) et un accompagnement hors ligne (offline).

Accompagnement online : le titulaire s'engage à mettre à disposition un outil de réservation en ligne, en mode SaaS, accessible au personnel de la CCI Occitanie. Cet outil devra permettre d'effectuer des réservations pour leur propre compte ainsi que pour le compte de tiers.

Accompagnement offline : le titulaire s'engage à accompagner le personnel de la CCI Occitanie pour la gestion de commandes hors ligne. Cela inclut les cas de difficulté de commande, les commandes groupées ou toute demande spécifique nécessitant un traitement particulier ou ne pouvant pas être traitée via l'accompagnement online.

Le titulaire poursuivra les objectifs suivants :

- accompagner la CCI dans la mise en place d'un outil de réservation en ligne ;
- organiser les déplacements des agents ;
- assurer des prestations au meilleur coût ;
- faciliter la garantie des réservations et paiement des prestations hôtelières et de la billetterie par les outils et moyens de paiement choisir la par CCI ;
- offrir la possibilité de modifier ou d'annuler les billets ;
- informer / conseiller les voyageurs ;
- gérer, le cas échéant, les besoins en visas / passeports.

Le titulaire avance pour le compte de la CCI l'ensemble des frais afférents aux prestations de voyage (transport, hébergement, etc.) nécessaires à l'exécution du présent contrat. Ces frais lui seront remboursés selon les modalités définies dans le présent document.

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Le montant maximum par période est de 150 000,00 € HT, soit un total de 600 000,00 € HT pour toute la durée de l'accord-cadre (reconductions comprises).

## 1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Le montant maximum de l'accord-cadre est de 150 000,00 € HT par période, soit 600 000,00 € HT reconductions y compris.

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Conformément à l'article L2113-11, l'accord-cadre n'est pas alloti, la dévolution en lots séparés est de nature à rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

## 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
63510000-7	Services d'agences de voyages et services similaires

## 1.6 - Réalisation de prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

En application de l'article R. 2142-24 du code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché : chacune des entreprises exécute les prestations qui lui sont attribuées ; l'une d'entre elles, désignée comme mandataire, représente l'ensemble du groupement vis-vis de l'Acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

### 2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

### 2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

## 3 - Conditions relatives au contrat

### 3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du contrat démarre à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2025 ou de la date de sa notification lorsque celle-ci est postérieure. L'accord-cadre a une durée initiale d'un an. Il est tacitement reconductible trois fois, chaque période de reconduction étant d'une durée de 12 mois. La durée totale de l'accord-cadre est de 48 mois.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

### **3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

### **3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

## **4 - Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Le cadre de réponse technique (CRT)
- La politique voyages et déplacements de la CCI Occitanie de 2023
- La délibération du 23 avril 2025 fixant le barème des frais de déplacement
- Le rapport d'activité des années 2023 et 2024

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par l'acheteur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **5 - Présentation des candidatures et des offres**

L'acheteur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### **5.1 - Documents à produire**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces de candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique.

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellé
La « lettre de candidature – désignation du mandataire par ses co-traitants » (formulaire DC1), dûment complété, date et signé
La « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement » (formulaire DC2), dûment complété
Numéro d'identification unique de la société (SIREN)
Le cas échéant, une Délégation de pouvoirs, établie par la personne juridiquement habilitée à engager le candidat,
Copie du ou des jugements prononcés habilitant le candidat à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du contrat, si le candidat est en redressement judiciaire.

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellé
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellé
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, similaires à l'objet du marché

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

**Pièces de l'offre :**

Libellés
L'acte d'engagement (AE)
Le cadre de réponse technique (CRT)
Le bordereau de prix unitaires (BPU)
Le détail quantitatif estimatif (DQE)

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

### 5.1.1 - Prévention des conflits d'intérêts

Par application de l'article L. 2141-10 du code de la commande publique toute personne en lien avec un conflit d'intérêts, qu'il soit direct ou indirect, devra être écartée de la procédure de sélection. Les soumissionnaires s'engagent à signaler immédiatement toute situation susceptible de constituer un conflit d'intérêts, que ce soit avec des membres de la commission d'appel d'offres ou toute autre personne impliquée dans la procédure. En cas de conflit d'intérêts avéré, l'offre concernée sera rejetée et la candidature de la personne impliquée écartée.

## 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis à l'acheteur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante : [e.requena@occitanie.cci.fr](mailto:e.requena@occitanie.cci.fr)

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

## 6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

## 7 - Examen des candidatures et des offres

### 7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, l'acheteur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### 7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations proposés par le candidat	40.00
1.1 – <i>Frais d'accompagnement et de gestion, appréciés sur le montant global du DQE</i>	30.00
1.2 – <i>Performances financières constatées sur la base du cas d'espèce 1 (voir ci-dessous)</i>	10.00
2-Valeur technique de l'offre selon les éléments énoncés dans le cadre de réponse technique	60.00
2.1- <i>Outil de réservation : ergonomie et intuitivité – avec démonstration guidée de maximum 10 minutes (voir ci-dessous)</i>	20.00
2.2- <i>Capacité à faire bénéficier la CCI Occitanie de tarifs préférentiels et optimisés</i>	15.00
2.3- <i>Equipe dédiée et accompagnement, online et offline</i>	15.00
2.4- <i>Méthodologie, délais d'intervention, modalités de facturation et suivi</i>	10.00

#### 7.2.1 – Méthode de notation

**• La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère « prix des prestations » est la suivante :**

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) \* Base de notation

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère.

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, ou de non-réponse, son offre sera éliminée comme non cohérente.



Par principe, l'analyse des prix s'effectue sur la base des prix exprimés en € HT. Lorsqu'au moins un candidat présente un ou plusieurs prix avec un taux de TVA différent que le reste de candidats, l'analyse du critère prix s'effectue sur la base des prix exprimés en TTC.

- **Appréciation du critère 1.2 – Performances financières constatées sur la base du cas d'espèce 1 (simulation)**

Ce critère vise à évaluer la capacité du candidat à optimiser le coût total d'un déplacement professionnel sur la base d'un cas d'espèce représentatif.

Les candidats traiteront le cas d'espèce fourni suivant, en indiquant :

- Les solutions proposées (transport, hébergement, frais)
- Le détail des prix : tarif net, frais d'émission, services inclus
- Les hypothèses retenues (classe de voyage, politique tarifaire)

#### **Cas d'espèce :**

##### **Transport**

- Trajet : Toulouse – Paris – Toulouse
- Mode : avion obligatoire
- Aéroport d'arrivée : Paris-Orly ou Paris-Charles de Gaulle
- Le groupe devra être présent au Parc des Expositions du Bourget le mardi 14 octobre à 9h00 au plus tard
- Le retour pourra s'effectuer le mercredi 15 octobre à partir de 18h30

##### **Hébergement**

- Une nuitée à Paris ou proche banlieue (région Île-de-France) est prévue pour le groupe pour la nuit du 14 au 15 octobre 2025.
- 5 chambres individuelles sont exigées.
- L'hôtel devra se situer à moins de 45 minutes du Parc des Expositions du Bourget en transport en commun ou en taxi.

##### **Prestations attendues**

Le candidat proposera :

1. Les vols aller-retour Toulouse – Paris pour 4 personnes
2. L'hébergement en chambres individuelles pour 4 personnes
3. Les frais de service/émission éventuels liés à la réservation
4. Les conditions de flexibilité et d'annulation

##### **Attentes**

- Horaires respectés impérativement (arrivée le 14 à 9h00 au Bourget, retour possible le 15 après 18h30)
- Optimisation du coût global TTC de la solution (vols + hébergement + frais + éventuels avantages)
- Pertinence des choix (vols directs, hôtel bien situé, accès simple)
- Services adaptés à un usage professionnel (bagage cabine inclus, conditions de modification, etc.)

##### **Documents attendus**

Le candidat fournira :

- Une note de présentation synthétique de la solution proposée avec justificatif des choix
- Le détail des coûts TTC par poste :
  - Vol aller-retour (prix unitaire par personne + total)
  - Hébergement (prix par chambre + total)
  - Frais annexes (émission, service, etc.)
- Des captures d'écran horodatées de l'outil de réservation ou devis PDF

##### **Période de traitement de cas**

Le cas d'espèce sera traité le 18 juin entre 08h00 et 12h30.

Les réponses seront fournies sous forme de capture d'écran (ou impression PDF de l'outil), accompagnées d'une note explicative courte.

• **La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère « valeur technique » est la suivante :**

L'évaluation de chaque item du cadre de réponse technique se fera sur la base suivante :

Aucun renseignement	soit : 0 point
Insuffisant	soit : 1/5 <sup>ème</sup> des points
Correct	soit : 2/5 <sup>ème</sup> des points
Satisfaisant	soit : 3/5 <sup>ème</sup> des points
Très satisfaisant	soit : 4/5 <sup>ème</sup> des points
Parfaitement adapté	soit : le total des points

Les sous-critères sont détaillés ci-dessous et au sein du cadre de réponse technique.

- **Appréciation du critère 2.1 – Outil de réservation : ergonomie et intuitivité – démonstration guidée de maximum 10 minutes**

**La démonstration contiendra les éléments suivants :**

**1. Recherche et consultation d'une réservation existante**

- Montrer comment retrouver rapidement une réservation via numéro, nom ou autre identifiant
- Afficher les détails essentiels (trajet, horaires, tarif, conditions)

**2. Modification d'une réservation**

- Expliquer la procédure pour modifier une date, un horaire, ou un passager
- Présenter la visibilité des impacts financiers liés à cette modification (différence tarifaire, frais, conditions)
- Finaliser la modification

**3. Consultation des tarifs et conditions**

- Montrer où et comment sont affichés clairement les tarifs applicables (aller simple, aller-retour, options)
- Afficher les conditions liées à la réservation (modification, annulation, remboursement)

**4. Gestion multi-voyageurs (si possible)**

- Illustrer la gestion de plusieurs voyageurs sur une même réservation
- Expliquer la facilité d'utilisation dans ce contexte

**5. Ergonomie générale**

- Navigation intuitive entre les écrans
- Réactivité et temps de chargement raisonnables
- Présence d'aides ou guides intégrés (tutoriels, FAQ)

**Consigne pour les candidats**

La démonstration doit durer au maximum 10 minutes et aborder ces points clés.

**7.3 - Suite à donner à la consultation**

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par l'acheteur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

**7.3.1 - E-attestations**

L'attributaire déposera ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

Il pourra toutefois les adresser à l'acheteur mais le dépôt sur la plateforme e-attestations sera privilégié.

**8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur, dont l'adresse URL est la suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

## **8.2 - Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Toulouse  
68 Rue Raymond IV  
BP 7007  
31068 TOULOUSE Cedex CEDEX 07  
Tél : 0562735757  
Courriel : [greffe.ta-toulouse@juradm.fr](mailto:greffe.ta-toulouse@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges (CCIRAL)  
Secrétariat général pour les affaires générales  
103B Rue Belleville  
BP 952  
33063 BORDEAUX Cedex  
Tél : 05 55 12 20 47  
Courriel : [dreets-na.polec@dreets.gouv.fr](mailto:dreets-na.polec@dreets.gouv.fr)